

Bénédicte Tornay

# La démocratie directe saisie par le juge

L’empreinte de la jurisprudence sur  
les droits populaires en Suisse

# Table des matières

<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>V</b>
<b>PREFACE</b> .....	<b>VII</b>
<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>XI</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	<b>XVII</b>
<b>PROLEGOMENES</b> .....	<b>1</b>
I. QUAND LA DEMOCRATIE DIRECTE ET LE JUGE SE RENCONTRENT... ..	1
II. PARIS ET DEFIS .....	4
III. LE CADRE INSTITUTIONNEL .....	6
A. « <i>La démocratie directe</i> .....	6
1. La notion de démocratie directe.....	6
2. La notion de droits politiques.....	8
3. La notion de droits populaires.....	8
4. L'initiative populaire et le référendum.....	9
B. « <i>...saisie par le juge</i> ».....	11
1. Le rôle du juge constitutionnel dans la protection de la démocratie directe .....	12
2. Le juge constitutionnel fédéral.....	13
3. Le juge constitutionnel cantonal .....	14
IV. ARCHITECTURE DE LA RECHERCHE .....	15
<b>TITRE PREMIER : LES VOIES DE RECOURS EN MATIERE DE</b> <b>DEMOCRATIE DIRECTE</b> .....	<b>17</b>
I. LA PROTECTION JURIDICTIONNELLE DE LA DEMOCRATIE DIRECTE	
CANTONALE ET COMMUNALE .....	17
A. <i>Le recours devant les instances cantonales</i> .....	18
1. L'autorité compétente .....	18
1.1 La pratique actuelle dans les vingt-six cantons suisses.....	18

1.2 Cette autorité doit-elle être judiciaire ?.....	21
2. Les motifs de recours .....	23
3. Les actes attaquables .....	23
3.1 Les actes cantonaux .....	23
3.2 Les actes communaux .....	24
3.3 Les exceptions .....	25
4. La capacité d’être partie et la qualité pour recourir.....	26
5. Le délai de recours .....	28
6. La particularité du jugement rendu sur un recours en matière de votation .....	28
<i>B. Le recours en matière de droit public au Tribunal fédéral pour violation des droits populaires cantonaux et communaux.....</i>	<i>29</i>
1. Les motifs de recours .....	30
2. Les actes attaquables .....	31
2.1 Les actes normatifs .....	32
2.2 Les décisions des autorités de recours cantonales et les actes du parlement cantonal et du gouvernement cantonal.....	32
3. La capacité d’être partie et la qualité pour recourir.....	34
3.1 L’électeur cantonal ou communal (art. 89 al. 3 LTF).....	34
3.2 La personne dépourvue du droit de vote (art. 89 al. 1 et 2 LTF).....	34
3.3 Les organisations et les autorités .....	35
4. La subsidiarité .....	35
5. Le délai de recours .....	36
6. Le pouvoir d’examen du Tribunal fédéral.....	36
7. Le jugement et la composition de la Cour.....	37
8. Tableau synoptique .....	39
<b>II. LA PROTECTION JURIDICTIONNELLE DE LA DEMOCRATIE DIRECTE FEDERALE .....</b>	<b>40</b>
<i>A. Le recours au gouvernement cantonal.....</i>	<i>40</i>
1. Les motifs du recours .....	40
2. Les actes attaquables .....	41
3. La qualité pour recourir.....	42
4. Le délai de recours .....	42
5. Le jugement.....	42
6. Appréciation critique de la compétence du gouvernement cantonal.....	43

<i>B. Le recours en matière de droit public au Tribunal fédéral pour violation des droits populaires fédéraux</i> .....	44
1. Les motifs du recours .....	45
2. Les actes attaquables .....	46
2.1 Les décisions de la Chancellerie fédérale .....	46
2.2 Les décisions des gouvernements cantonaux.....	46
2.3 Les exceptions .....	47
3. La capacité d'être partie et la qualité pour recourir.....	48
4. Le délai de recours .....	48
5. Le pouvoir d'examen et le jugement.....	48
6. Tableau synoptique .....	50
III. LA PROTECTION PENALE DE LA DEMOCRATIE DIRECTE .....	51
IV. TABLEAU DES VOIES DE RECOURS POUR VIOLATION DES DROITS POPULAIRES AU TRIBUNAL FEDERAL.....	53
<b>TITRE DEUXIEME : LE JUGE ET L'INITIATIVE POPULAIRE.....</b>	<b>55</b>
I. L'INITIATIVE CANTONALE ET L'INITIATIVE COMMUNALE.....	55
A. <i>Quelques remarques statistiques</i> .....	56
1. La jurisprudence du Tribunal fédéral .....	56
2. La jurisprudence cantonale .....	58
B. <i>L'objet de l'initiative</i> .....	59
1. La jurisprudence du Tribunal fédéral .....	59
1.1 L'initiative constitutionnelle.....	59
1.2 L'initiative législative et l'initiative administrative.....	60
1.2.1 L'initiative administrative générale prenant la forme de l'initiative législative .....	61
1.2.2 L'initiative administrative individuelle .....	63
1.2.3 L'initiative contenant des dispositions – programmes .....	65
1.2.4 L'initiative demandant un nouvel examen d'une norme récemment adoptée .....	65
2. La jurisprudence cantonale .....	66
C. <i>Les conditions de validité de l'initiative</i> .....	67
1. L'interprétation de l'initiative.....	67
1.1 L'interprétation du texte de l'initiative .....	67
1.2 L'interprétation conforme à la Constitution .....	68
1.3 L'interprétation in dubio pro populo .....	69
1.4 Appréciation .....	70

2. L'unité de la forme.....	71
2.1 La jurisprudence du Tribunal fédéral.....	72
2.1.1 Le fondement.....	72
2.1.2 Les critères de distinction entre les deux formes.....	72
2.1.3 L'initiative entièrement rédigée contenant des normes de délégation.....	73
2.2 La jurisprudence cantonale.....	74
3. L'unité du rang.....	74
4. L'unité de la matière.....	76
4.1 La jurisprudence du Tribunal fédéral.....	76
4.1.1 La notion.....	77
4.1.2 La portée différente selon la forme et l'objet de l'initiative.....	78
4.1.3 Les critères d'analyse : le rapport intrinsèque et l'unité de but.....	79
a. Casuistique.....	80
b. Appréciation.....	82
4.1.4 Le moment du contrôle.....	83
4.2 La jurisprudence cantonale.....	83
5. L'exécutabilité.....	84
5.1 La jurisprudence du Tribunal fédéral.....	84
5.1.1 Le fondement.....	84
5.1.2 Les conditions d'invalidation.....	85
5.1.3 Le moment de l'examen de l'impossibilité.....	87
5.2 La jurisprudence cantonale.....	88
6. La conformité au droit supérieur.....	90
6.1 La jurisprudence du Tribunal fédéral.....	90
6.1.1 Le fondement.....	90
6.1.2 La conformité au droit fédéral et au droit international.....	91
a. Le respect des droits fondamentaux.....	91
b. Le respect de la répartition des compétences.....	94
c. La distinction entre les <i>Verpflichtungsinitiativen</i> et les <i>Verhinderungsinitiativen</i> .....	97
6.1.3 La conformité au droit cantonal et intercantonal.....	98
6.1.4 Particularité : la soumission au vote populaire d'une initiative contraire au droit supérieur.....	99
a. La justification apportée par le Tribunal fédéral.....	100
b. Appréciation.....	102

6.2 La jurisprudence cantonale .....	103
6.2.1 La violation de la séparation des pouvoirs .....	103
6.2.2 La violation de la répartition des compétences .....	103
a. La violation du droit fédéral .....	104
b. La violation du droit cantonal .....	105
7. L'abus du droit d'initiative.....	107
7.1 La notion d'abus de droit en droit public.....	107
7.2 L'abus de droit en matière d'initiative.....	108
7.2.1 La remise en cause du scrutin récent .....	109
a. ... par des particuliers .....	109
b. ... par le parlement.....	110
7.2.2 L'utilisation du droit d'initiative en lieu et place des droits de recours et de référendum.....	111
7.2.3 L'abus manifeste ou l'utilisation insensée des institutions démocratiques ...	112
7.3 Appréciation .....	113
8. La clarté du texte de l'initiative .....	115
8.1 Le fondement .....	115
8.2 Le contenu .....	116
9. Les sanctions en cas de violation des conditions de validité.....	118
9.1 Le principe de l'invalidation partielle.....	118
9.2 Les conditions de l'invalidation partielle.....	119
9.3 La scission .....	122
9.4 Appréciation .....	124
<i>D. Le traitement de l'initiative valide .....</i>	<i>125</i>
1. Le contre-projet et les modalités de vote .....	125
2. La concrétisation de l'initiative conçue en termes généraux .....	128
2.1 La jurisprudence du Tribunal fédéral.....	128
2.2 La jurisprudence cantonale .....	129
3. Le délai pour soumettre l'initiative à votation .....	130
4. Le changement dans le texte de l'initiative après son dépôt et la clause de retrait .....	131
<i>E. Conclusion .....</i>	<i>133</i>
II. L'INITIATIVE FEDERALE .....	135
<i>A. L'absence de recours contre la décision relative à la validité de l'initiative         populaire fédérale .....</i>	<i>135</i>
1. Une protection juridictionnelle insuffisante .....	135
2. La solution de l'article 177a AP Cst. de 1996.....	137

<i>B. L'initiative populaire contraire au droit international en matière de droits de l'homme</i> .....	139
1. La réponse classique .....	140
2. La réponse progressiste .....	142
3. La réponse pragmatique .....	144
<i>C. Le cas particulier de l'initiative populaire générale</i> .....	146
<b>TITRE TROISIEME : LE JUGE ET LE REFERENDUM</b> .....	<b>149</b>
I. LE REFERENDUM FINANCIER .....	151
<i>A. La finalité du référendum financier</i> .....	152
<i>B. La notion de dépense</i> .....	152
1. La dépense et le placement .....	153
1.1 La jurisprudence du Tribunal fédéral.....	153
1.2 La jurisprudence cantonale .....	155
2. La dépense liée et la dépense nouvelle.....	155
2.1 La jurisprudence du Tribunal fédéral.....	155
2.1.1 La dépense liée .....	155
2.2.2 La dépense nouvelle .....	157
2.2.3 La pratique cantonale dérogoaire .....	158
2.2 La jurisprudence cantonale .....	160
3. La dépense périodique et la dépense unique .....	160
4. La dépense extrabudgétaire.....	161
<i>C. Le principe de l'unité de la matière</i> .....	162
1. La jurisprudence du Tribunal fédéral .....	162
1.1 La division d'un crédit en plusieurs parties .....	163
1.2 Le regroupement de différentes demandes de crédit .....	165
2. La jurisprudence cantonale .....	166
<i>D. Le calcul du montant de la dépense et de la limite référendaire</i> .....	167
1. Le principe de la dépense nette .....	168
2. Le moment déterminant pour le calcul du montant total de la dépense .....	169
3. L'augmentation ultérieure de la dépense : le crédit supplémentaire .....	169
4. Le calcul de la limite référendaire.....	170
<i>E. La délégation de compétence</i> .....	171
<i>F. Conclusion</i> .....	172
II. LES AUTRES REFERENDUMS .....	173
<i>A. Le droit à la soumission au référendum</i> .....	174

1. La jurisprudence du Tribunal fédéral .....	174
1.1 Les actes soustraits au référendum obligatoire .....	174
1.2 Les actes indûment soumis au référendum facultatif.....	175
2. La jurisprudence cantonale .....	176
<i>B. L'abus de la clause d'urgence .....</i>	<i>178</i>
<i>C. Le référendum contre une décision négative.....</i>	<i>179</i>
<i>D. Le référendum partiel.....</i>	<i>179</i>
<i>E. Questions procédurales .....</i>	<i>180</i>
1. La jurisprudence du Tribunal fédéral .....	180
2. La jurisprudence cantonale .....	181
<i>F. Conclusion.....</i>	<i>182</i>
<b>TITRE QUATRIEME : LE JUGE ET LA LIBERTE DE VOTE.....</b>	<b>185</b>
I. L'ORIGINE, LE FONDEMENT ET LA DEFINITION DE LA LIBERTE DE VOTE .....	185
II. LE DROIT A LA COMPOSITION EXACTE DU CORPS ELECTORAL .....	186
<i>A. La jurisprudence du Tribunal fédéral.....</i>	<i>187</i>
<i>B. La jurisprudence cantonale .....</i>	<i>189</i>
1. Le contrôle des participants à une assemblée communale.....	190
2. Le devoir de récusation .....	191
III. LA PROTECTION DE LA RECOLTE DES SIGNATURES POUR UNE INITIATIVE OU UN REFERENDUM .....	192
<i>A. La jurisprudence du Tribunal fédéral.....</i>	<i>192</i>
1. Le droit du comité d'obtenir des informations préalables nécessaires.....	193
2. La récolte des signatures sur le domaine public, usage accru du domaine public ?....	193
3. L'interdiction du formalisme excessif.....	194
3.1 Lors de l'attestation des signatures .....	194
3.2 Lors de la décision d'aboutissement.....	196
4. La protection des listes de signatures .....	196
<i>B. La jurisprudence cantonale .....</i>	<i>197</i>
IV. LA FORMULATION DE LA QUESTION SOUMISE AU VOTE .....	199
<i>A. La jurisprudence du Tribunal fédéral.....</i>	<i>199</i>
1. La notion, le fondement et les conséquences .....	199
2. Casuistique .....	200
2.1 La typographie de la question .....	200
2.2 La formulation tendancieuse de la question.....	201
2.3 La formulation imprécise de la question.....	201
2.4 La formulation de la question interdisant le statu quo .....	202

2.5 La précision du titre de la question posée .....	203
2.6 La question soumise au vote avec variante .....	204
2.7 La formulation de la question lors d'une assemblée communale .....	205
<i>B. La jurisprudence cantonale</i> .....	206
V. LE RESPECT DU PRINCIPE DE L'UNITE DE LA MATIERE .....	208
<i>A. Le fondement et la notion</i> .....	208
<i>B. Les critères d'analyse</i> .....	208
<i>C. Les distinctions jurisprudentielles</i> .....	210
VI. LE DROIT AU SECRET DU VOTE .....	212
<i>A. La notion</i> .....	212
<i>B. L'étendue de la protection du secret du vote</i> .....	213
<i>C. Les restrictions du secret du vote</i> .....	214
1. Le système des assemblées citoyennes .....	214
1.1 La notion .....	214
1.2 La position du Tribunal fédéral .....	215
2. Le vote par procuration .....	217
VII. LE DROIT AU RESPECT DES REGLES DE PROCEDURE .....	218
<i>A. La jurisprudence du Tribunal fédéral</i> .....	218
1. Les irrégularités de procédure .....	218
2. Le déroulement d'une assemblée citoyenne .....	219
<i>B. La jurisprudence cantonale</i> .....	222
1. La présentation du bulletin de vote .....	222
2. La fixation de la date, de l'heure et de l'objet de la votation .....	222
3. La distribution de documents .....	223
4. Différentes questions de procédure relatives aux assemblées communales .....	224
4.1 L'ordre du jour .....	224
4.2 La demande de reconsidération et le droit de proposition .....	226
4.3 Les procès-verbaux d'assemblée communale .....	228
4.4 Questions particulières .....	229
VIII. LES INTERVENTIONS DANS LA CAMPAGNE REFERENDAIRE .....	230
<i>A. L'intervention d'une autorité</i> .....	231
1. Les informations préparatoires .....	232
1.1 La fonction des interventions préparatoires .....	232
1.2 Le message officiel explicatif .....	233
1.2.1 La jurisprudence du Tribunal fédéral .....	233
a. La marge de manœuvre cantonale .....	233

b. Le devoir d'objectivité et de retenue des autorités.....	234
c. Un devoir de neutralité ? .....	237
i. Le principe : l'absence de devoir de neutralité .....	237
ii. Le jugement de valeur et l'avis relatif à des questions d'appréciation.....	237
iii. « La vision prospective qui comporte une part d'incertitude » .....	239
d. L'exhaustivité de l'information et l'étendue des explications .....	240
e. La disproportion dans la présentation des arguments.....	241
f. La mise à disposition du texte du projet de loi soumis au vote .....	243
g. La forme du message .....	244
h. Le coût du message .....	245
1.2.2 La jurisprudence cantonale.....	246
a. Le message officiel explicatif relatif à une initiative .....	247
b. L'étendue et la forme des explications.....	248
c. Le principe d'objectivité .....	250
1.3 La recommandation de vote.....	252
1.4 L'information des citoyens en vue d'une assemblée communale.....	253
1.4.1 La jurisprudence du Tribunal fédéral .....	253
1.4.2. La jurisprudence cantonale.....	256
a. Le matériel envoyé avant le vote.....	256
b. Les informations données pendant l'assemblée communale .....	257
c. L'objectivité et la transparence des informations.....	258
2. « L'intervention plus importante dans le débat » .....	260
2.1. La jurisprudence du Tribunal fédéral.....	260
2.1.1 Le principe : abstention souhaitée .....	260
2.1.2 Les motifs pertinents justifiant une telle intervention .....	261
a. Les faits nouveaux ou les circonstances nouvelles.....	261
b. Les informations fausses ou trompeuses .....	262
c. La complexité de l'objet soumis à votation.....	263
d. Le caractère inhabituel de l'objet soumis au vote .....	263
2.1.3 Les motifs non pertinents .....	264
2.1.4 Les modalités de l'intervention exceptionnelle .....	264
a. La transparence de l'information .....	265
i. Le soutien financier d'un comité d'action privé.....	265
ii. L'interdiction de toute influence secrète .....	266
b. La base légale ? .....	267
c. La proportionnalité .....	268

2.2. La jurisprudence cantonale .....	270
3. L'intervention au stade de la récolte de signatures .....	271
<i>B. L'intervention d'autres collectivités</i> .....	272
1. L'intervention « de bas en haut » .....	272
2. L'intervention « de haut en bas » .....	274
3. L'intervention de collectivités semi-publiques .....	274
<i>C. L'intervention de privés</i> .....	276
1. La jurisprudence du Tribunal fédéral .....	276
2. La jurisprudence cantonale .....	277
<b>IX. LE DROIT A LA CONSTATATION EXACTE DU RESULTAT</b> .....	277
<i>A. Le droit au recomptage</i> .....	278
1. La jurisprudence du Tribunal fédéral .....	278
2. La jurisprudence cantonale .....	278
<i>B. L'estimation du résultat du vote lors d'une Landsgemeinde</i> .....	280
<b>X. LE DEVOIR DES CITOYENS DE S'INFORMER</b> .....	281
<b>XI. LES CONSEQUENCES JURIDIQUES DES IRREGULARITES</b> .....	282
<i>A. La jurisprudence du Tribunal fédéral</i> .....	282
1. Avant la votation .....	282
2. Après la votation : les conditions d'annulation de la votation .....	283
<i>B. La jurisprudence cantonale</i> .....	286
<b>XII. CONCLUSION</b> .....	287
<i>A. La jurisprudence du Tribunal fédéral</i> .....	288
<i>B. La jurisprudence cantonale</i> .....	290
<b>TITRE CINQUIEME : LE JUGE ET LES VOTATIONS POPULAIRES</b>	
<b>SUR LES NATURALISATIONS</b> .....	<b>293</b>
<b>I. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET LA PRATIQUE ANTERIEURS A 2003</b> .....	294
<i>A. La procédure de naturalisation ordinaire</i> .....	295
1. Le cadre constitutionnel et légal .....	295
1.1 La compétence de la Confédération .....	295
1.2 La compétence des cantons et des communes .....	296
2. Les facilités de procédure .....	297
<i>B. La pratique antérieure à juillet 2003</i> .....	298
1. La conception traditionnelle de l'acte de naturalisation .....	299
2. L'essor des pratiques communales de naturalisation à l'urne .....	300
3. Les réactions suscitées .....	301
3.1 Le législateur fédéral .....	301

3.2 La doctrine .....	303
3.3 La jurisprudence cantonale .....	304
3.3.1 L'arrêt du Tribunal constitutionnel de Bâle-Campagne du 29 mars 2000 ....	305
3.3.2 L'arrêt du Conseil d'Etat de Zurich du 24 juillet 2002 .....	305
II. LES ARRETS DU TRIBUNAL FEDERAL DE JUILLET 2003 .....	306
<i>A. L'affaire de l'initiative de l'UDC zurichoise ou l'inconstitutionnalité du principe de naturalisation par les urnes</i> .....	307
1. La qualification de la décision de naturalisation .....	308
2. L'obligation de motiver .....	308
2.1 Le droit d'être entendu .....	309
2.2 L'interdiction de toute discrimination .....	310
2.3 Une motivation subséquente ? .....	310
3. Droits politiques versus droit à la protection de la sphère privée .....	311
4. Le référendum qui porte sur la situation juridique d'un particulier .....	312
<i>B. L'affaire Emmen ou l'annulation d'une décision de refus de naturalisation prise par scrutin populaire</i> .....	313
1. La recevabilité du recours de droit public .....	313
2. La liberté de remplir le bulletin de vote versus l'interdiction de discrimination .....	314
<i>C. Appréciation : une jurisprudence innovatrice, audacieuse et déstabilisante</i> .....	316
III. LES REACTIONS SUSCITEES PAR LES ARRETS DE JUILLET 2003 .....	317
<i>A. La presse</i> .....	318
<i>B. Le législateur fédéral</i> .....	319
1. L'initiative parlementaire <i>Pfisterer</i> .....	320
2. Appréciation .....	322
<i>C. La démocratie directe</i> .....	324
1. L'initiative populaire fédérale « Pour des naturalisations démocratiques » .....	324
1.1 Le contenu de l'initiative .....	324
1.2 La décision du Parlement et du Conseil fédéral sur l'opportunité de l'initiative ..	325
1.3 Appréciation .....	326
2. Au niveau cantonal .....	327
<i>D. Les pratiques cantonales</i> .....	328
<i>E. La jurisprudence cantonale</i> .....	330

IV. L'ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE DU TRIBUNAL FEDERAL SUITE AUX ARRETS DE JUILLET 2003 .....	332
<i>A. L'obligation de motiver</i> .....	332
1. L'obligation de motiver les décisions de naturalisation prises lors d'assemblées communales.....	333
1.1 L'affaire du Conseil d'Etat de Schwyz.....	333
1.2 L'exigence formelle de motivation .....	334
1.3 Les exigences matérielles de motivation .....	335
2. L'obligation de motiver les décisions de naturalisation prises à l'urne ?.....	337
3. La motivation subséquente.....	338
4. Vue d'ensemble.....	338
<i>B. Appréciation</i> .....	340
1. Les conséquences de l'importance accordée à l'obligation de motiver .....	340
1.1 La distinction entre vote à l'urne et vote en assemblée communale.....	340
1.2 La mise en œuvre délicate de l'obligation de motiver .....	342
2. La distinction entre le référendum administratif individuel et le référendum administratif général.....	343
V. L'APPORT DE LA REFORME DE LA JUSTICE : DROIT DE RECOURS CONTRE UNE DECISION DE REFUS DE NATURALISATION ? .....	345
<i>A. La garantie de l'accès au juge de l'article 29a Cst</i> .....	345
1. Le principe et les exceptions .....	345
2. Les naturalisations, une exception à la garantie d'accès au juge de l'article 29a Cst. ? .....	346
<i>B. Les concrétisations dans la loi sur le Tribunal fédéral et dans         la loi sur le Tribunal administratif fédéral</i> .....	346
1. Le recours contre une décision cantonale ou communale de refus de naturalisation..	347
1.1 Le recours auprès d'une instance cantonale.....	347
1.2 Le recours auprès du Tribunal fédéral .....	347
2. Le recours contre une décision de refus de l'autorisation fédérale de naturalisation ordinaire .....	348
<i>C. Le projet de concrétisation dans la loi sur la nationalité</i> .....	349
VI. AU CŒUR DE QUATRE PRINCIPES DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL SUISSE ..	349
<i>A. La répartition des compétences</i> .....	350
1. L'autonomie cantonale et communale en matière de naturalisation ordinaire.....	350
2. La légitimité de la restriction posée à l'autonomie cantonale et communale.....	351
<i>B. La protection des droits fondamentaux</i> .....	352

<i>C. La démocratie directe</i> .....	354
<i>D. La séparation des pouvoirs</i> .....	355
<b>CONCLUSION : JUGE ET DEMOCRATIE DIRECTE, ADVERSAIRES OU ALLIES ?</b> .....	<b>357</b>
I. LE JUGE FAÇONNE LA DEMOCRATIE DIRECTE.....	357
<i>A. L’empreinte des juges fédéraux</i> .....	357
1. Le juge fédéral, protecteur des droits populaires et de leur expression .....	358
1.1 Le juge fédéral défend les droits populaires .....	358
1.2 Le juge fédéral garantit la régularité des modalités d’expression de la volonté populaire .....	359
1.3 Le juge fédéral a créé un droit public cantonal.....	360
1.4 Les questions en suspens .....	362
2. Le juge fédéral, garant du respect de la Constitution par le peuple cantonal.....	363
<i>B. L’empreinte des juges cantonaux</i> .....	364
II. LA DEMOCRATIE DIRECTE PEUT-ELLE CORRIGER LE JUGE ? .....	365
III. LES OBJECTIONS .....	367
<i>A. La souveraineté populaire</i> .....	367
<i>B. Le « gouvernement des juges »</i> .....	371
IV. « <i>QUIS CUSTODES CUSTODIET ?</i> ».....	374
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>377</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS</b> .....	<b>391</b>
I. LEGISLATION .....	391
II. CANTONS SUISSES .....	392
III. AUTRES ABRÉVIATIONS .....	393
<b>ANNEXES</b> .....	<b>397</b>
I. TABLE DES ARRÊTS RENDUS ENTRE 1990 ET 2007 .....	397
II. STATISTIQUES .....	457
<i>A. Arrêts du Tribunal fédéral</i> .....	457
<i>B. Arrêts cantonaux</i> .....	458
III. COMPÉTENCES DES AUTORITÉS COMMUNALES EN MATIÈRE DE NATURALISATION ORDINAIRE AVANT ET APRÈS JUILLET 2003.....	459